

Adama



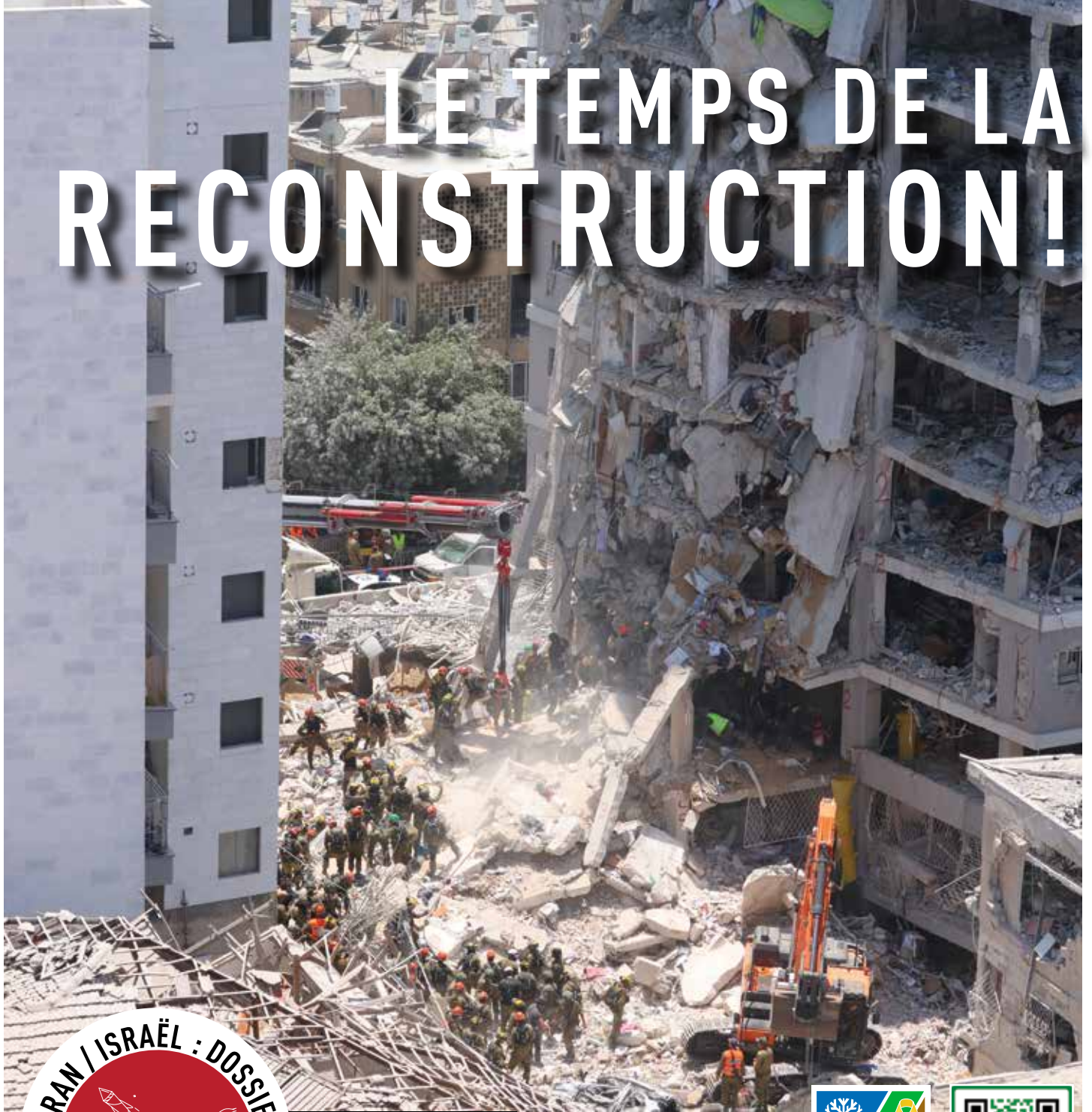
התקן

Tichri 5786 | N° 126

LE MAGAZINE DU KKL

Tichri 5786 / Octobre - Novembre 2025 - N° 126 - 5 €

LE TEMPS DE LA RECONSTRUCTION!



KKL Archives



DOSSIER SPÉCIAL 8 PAGES

IRAN / ISRAËL : LA GUERRE DES DOUZE-JOURS



SOMMAIRE

P.3 Une journée de mobilisation et de réflexion pour Israël à Deauville

KKL LA RECONSTRUCTION

P.4 Près de 200 M.€ pour reconstruire le sud et le nord d'Israël

IRAN / ISRAËL : LA GUERRE DES DOUZE-JOURS

P.6 La République islamique d'Iran sous tension : entre paranoïa d'État et répression tous azimuts

P.8 L'Iran reconstruit son arsenal avec l'aide de ses derniers alliés

P.10 Témoignage : journal d'un civil israélien

P.12 Entretien avec ... Emmanuel Razavi, co-auteur de l'ouvrage *La Pieuvre de Téhéran*

DROIT INTERNATIONAL

P.14 L'aide humanitaire, champ de bataille diplomatique : Israël face au piège des accusations sélectives

ENVIRONNEMENT

P.16 "Écocide", la nouvelle accusation contre l'État hébreu

ÉCONOMIE

P.18 L'économie israélienne à l'ombre de la guerre

KKL ÉDUCATION - JEUNESSE

P.20 Du rêve d'Herzl à l'éducation de demain : retour sur le séminaire mondial de l'éducation

P.22 Le Yahad Tour 2025 : sur les routes de France, Israël au cœur !

KKL DONS / LEGS

P.23 Les dons de Gisèle

ÉDITORIAL

Chers amis du KKL de France,

Nous traversons des temps d'une gravité exceptionnelle. En France, les digues de l'antisémitisme ont cédé. Les agressions verbales et physiques se multiplient, les Juifs sont de nouveau désignés comme boucs émissaires et la haine s'installe dans le quotidien. Comme l'a rappelé avec force notre ami Amine El-Khatmi sur CNews, l'antisémitisme n'est pas une affaire communautaire mais une menace pour la République elle-même : *"Le sort des Français juifs est le sort des Français tout entier."* Cette lucidité doit être entendue par tous, car tolérer la haine, c'est fragiliser la République.

Le récent abattage de l'arbre planté à Épinay-sur-Seine en mémoire d'Ilan Halimi en est une illustration douloureuse. Mais ce geste ne pourra effacer sa mémoire. Fidèle à notre tradition, lorsqu'un arbre est coupé, il doit être replanté. C'est pourquoi le KKL de France a lancé une campagne pour replanter des milliers d'arbres en Israël au nom d'Ilan Halimi, afin que sa mémoire s'enracine et que la vie triomphe sur la haine.

En Israël, trois mois après la "Guerre des Douze-Jours", la guerre à Gaza se poursuit et la menace au Nord demeure constante. Le pays vit encore au rythme de ses plaies, marqué par l'attente insoutenable de la libération des 49 otages encore détenus à Gaza. Face à ces épreuves, le KKL de Jérusalem, en partenariat avec le gouvernement israélien, a choisi l'action et l'avenir : une vaste campagne de reconstruction est engagée pour redonner un toit aux familles, réhabiliter les infrastructures, revitaliser les espaces publics et replanter les forêts. Cette mission de renaissance est au cœur de notre campagne "Cap sur la reconstruction".

Dans ce contexte, le rôle du KKL de France apparaît plus que jamais essentiel. Notre institution est un pilier de la solidarité avec Israël, un relais d'actions et un espace d'affirmation identitaire pour les Juifs de France. Notre vocation est d'offrir des repères, de bâtir des passerelles entre la diaspora et Israël, et d'agir pour l'avenir.

Les prochains mois devront être ceux d'une mobilisation accrue. Mobilisation pour Israël, afin de soutenir la reconstruction et d'accompagner les communautés meurtries. Mobilisation en France, afin de combattre la haine et de transmettre avec fierté l'idéal sioniste.

Le KKL de France, fidèle à sa mission depuis plus d'un siècle, sera au rendez-vous de cette exigence : planter pour l'avenir avec courage et détermination.

En ce temps de tourments, nous voulons aussi porter un message d'espoir : que l'année 5786 apporte à notre peuple la joie, la santé la prospérité et surtout la paix en Israël.

Chana Tova Oumetouka

Une douce et bonne année à tous !

Daniel BENLOLO

Délégué Général du KKL de France

Docteur Robert ZBILLI

Président du KKL de France

ADAMA, le magazine du KKL de France, est édité par le Keren Kayemeth LeIsraël - Association loi 1901.

Directeur de la publication : Raymond BUNAN - Comité de rédaction : Daniel BENLOLO - Adva BENZIMRA - Lynda BIGIELMAN - Mickaël DAHAN - Philippe LÉVY - Robert ZBILLI. Création graphique et editing : jewdecom.com / F. MÉDIONI 06 82 02 81 90. Impression : AM PLUS, 93260 Les Lilas Commission paritaire: N° 0728G79279 - ISSN 1621 - 8590 Crédits photos : KKL-JNF archives photos, sauf mention contraire - L'éditeur décline toute responsabilité en cas de perte, détérioration ou non-retour des documents qui lui sont confiés. Il se réserve le droit de refuser toute demande d'insertion sans avoir à motiver son refus. La citation de marques, noms de firmes, d'associations, institutions, etc. est faite sans aucun but publicitaire. Les articles (billets, tribunes, analyses...) fournis par des auteurs extérieurs à la rédaction, ne reflètent que leur opinion et ne peuvent être opposés au KKL de France. Ce mailing comprendra les éléments suivants : une lettre accompagnatrice et un calendrier. KKL de France : 11 rue du 4-Septembre, 75002 Paris Tel. : 01 42 86 88 88 • mail : info@kkl.fr - www.kkl.fr



UNE JOURNÉE DE MOBILISATION ET DE RÉFLEXION POUR ISRAËL À DEAUVILLE

Le 11 juillet dernier, le KKL de France a organisé à Deauville une journée exceptionnelle placée sous le signe de la solidarité, de l'engagement et de la mémoire.



Après le *Trophée de Golf Simon et Bertrand Laufer*, à Deauville, Céline Pina et Nathan Devers (médailleurs) sont intervenus lors du dîner-conférence de Chabbat.

et Nathan Devers, philosophe et écrivain. Leurs paroles ont éclairé les enjeux moraux et géopolitiques de notre époque, face à la montée des totalitarismes et à la fragilisation des démocraties.

LE KKL A UN RÔLE CENTRAL DANS L'EFFORT DE RÉSILIENCE

Dans son allocution, Robert Zbili a rappelé la gravité du moment historique que traverse Israël depuis le 7-October, confronté à une guerre existentielle contre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran. Il a réaffirmé le rôle central du KKL dans l'effort de résilience du peuple israélien : aide d'urgence, soutien psychologique, projets de reconstruction des kibboutzim et des villes du sud et du nord du pays.

Il a conclu en appelant à poursuivre le combat pour la vie, la souveraineté et l'espoir, dans l'esprit des paroles du prophète Isaïe :

"Pour la cause de Sion je ne me tairai point, pour Jérusalem je ne prendrai point de repos, jusqu'à ce que son salut paraisse, comme une lumière resplendissante."

(Isaïe 62:1).

Le matin a vu la 31^e édition du *Trophée de Golf Simon et Bertrand Laufer*, rendez-vous fraternel devenu un temps fort annuel pour les amis du KKL de France.

Dans une ambiance estivale, les participants ont célébré les valeurs de transmission et d'amitié, avant un moment de recueillement marqué par la plantation de 18 arbres en Israël. Didier Laufer, fils de Simon, entouré de membres de sa famille,

ainsi que M. Alain Sebban et son épouse Karine, étaient présents à nos côtés.

Le soir, un dîner-conférence de Chabbat a réuni de nombreuses personnalités et amis de notre Institution autour de Robert Zbili, président du KKL de France. Animée par Philippe Spilet, vice-président, la soirée fut rythmée par des interventions d'une grande intensité. Deux invités d'honneur prestigieux ont marqué les esprits : Céline Pina, essayiste et militante républicaine,



www.kkl.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT AU MAGAZINE

À retourner au Keren Kayemeth Lelsraël - 11 rue du 4-Septembre, 75002 Paris

01 42 86 88 88

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal / Ville _____ / _____ E-mail _____

PRIX DE L'ABONNEMENT POUR 5 NUMÉROS : 25 €
PRIX RÉDUIT (ÉTUDIANTS, PERSONNES SANS EMPLOI) POUR 5 NUMÉROS : 15 €

Par chèque à l'ordre du KKL

Par carte bancaire N° : _____

Date d'expiration : _____

Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la C.B.) _____

Type de carte _____



PRÈS DE 200 MILLIONS D'EUROS POUR RECONSTRUIRE LE SUD ET LE NORD D'ISRAËL

Cet été, le KKL-JNF a dévoilé un plan d'investissement d'une ampleur inédite : 750 millions de shekels, soit près de 200 millions d'euros, destinés à soutenir la reconstruction des localités du Néguev occidental et de la Galilée, frappées de plein fouet par les attaques du 7-October 2023 et les mois de guerre qui ont suivi.


Jamais, depuis sa création, la principale institution sioniste en Israël et en diaspora n'avait engagé une telle enveloppe budgétaire en une seule fois. Ce plan n'est pas seulement un geste de solidarité immédiate : il s'agit d'un projet de société, pensé sur le long terme, qui vise à transformer des territoires meurtris en véritables pôles de vie, de croissance et d'espérance.

Le symbole de cette reconstruction se trouve à Nir Oz, kibboutz martyr où un quart des habitants a été tué ou enlevés. Près de 20 millions d'euros y seront investis pour permettre aux survivants de se réinstaller et redonner souffle à une communauté meurtrie mais déterminée à renaître.

À travers ce plan, le KKL-JNF affirme une vision claire : réhabiliter les communautés, relancer l'économie, renforcer l'éducation et les infrastructures sociales, et accompagner les habitants sur le chemin de l'innovation et de la résilience psychologique.

L'effort ne se limite pas au Sud. Dans le Nord, où de nombreuses familles évacuées ont trouvé refuge, des investissements massifs sont également prévus. De nouvelles Maisons d'excellence du KKL-JNF verront le jour, en plus de celles déjà en activité ou en cours de construction : de véritables espaces communautaires tournés vers la jeunesse, l'éducation et la solidarité.

"L'objectif n'est pas seulement de rebâtir ce qui a été détruit, rappelle Ifat Ovadia-Luski, présidente du KKL-JNF. Nous voulons donner à ces régions les moyens d'un avenir durable et florissant."

Avec ce programme hors norme, le KKL-JNF réaffirme sa mission historique de bâtisseur d'Israël et son rôle essentiel dans la résilience du peuple juif. 

TROIS PROGRAMMES DU KKL PARMIS TANT D'AUTRES !

FAIRE REVIVRE LA TERRE, RESTAURER L'ESPOIR : UN RENOUVEAU AGRICOLE DANS LE SUD D'ISRAËL



FLASHEZ POUR
DONNER

Le KKL-JNF développe de nouveaux champs agricoles près de la bande de Gaza, afin d'aider les communautés frappées par les attaques du 7-October à se relever et retrouver l'espoir.

Les terres fertiles du Conseil régional d'Eshkol ont été dévastées : serres détruites, champs ravagés, habitants meurtris. Mais là où il y a ruine, il y a aussi renouveau. En partenariat avec le Conseil régional d'Eshkol, le KKL-JNF conduit un projet ambitieux : aménager 120 hectares de terres agricoles en deux phases. Ces champs ne feront pas seulement pousser des cultures, ils feront refleurir l'espoir.

Autrefois terrains d'entraînement militaire, ces terres ont été déminées et restituées aux habitants pour ouvrir une nouvelle ère d'agriculture durable. Le projet apportera des revenus essentiels, renforcera la biodiversité et soutiendra la résilience écologique.

Le renouveau agricole du sud d'Israël devient ainsi un symbole : la vie plus forte que la destruction !

LE FUTUR CENTRE MUNICIPAL D'URGENCE ET DE SECOURS À SDEROT



FLASHEZ POUR
DONNER

À la suite des attaques du 7-October, *United Hatzalah* et le KKL-JNF lancent la construction d'un Centre municipal d'urgence et de secours à Sderot, projet vital pour le Sud d'Israël. Dans une région menacée en permanence, ce centre garantira une réponse médicale rapide, coordonnée et ininterrompue. *United Hatzalah*, forte de 6 500 bénévoles et de son action héroïque le 7-October (3 800 blessés traités, 800 évacués), en sera l'opérateur clé. Le bâtiment de 1 200 m², sécurisé contre les missiles, abritera le 2^e plus grand centre d'appel d'urgence du pays, un hub logistique, une base opérationnelle et un centre de formation (pour un investissement total de 10 millions d'euros). Ce projet, reconnu comme stratégique par le KKL-JNF et l'État, sauvera des vies, renforcera la résilience et offrira un nouvel espoir aux habitants de Sderot et de la ceinture de Gaza.

PROTÉGER LE PARC HAYARDEN AVEC DES ABRIS ANTI-ROQUETTES



FLASHEZ POUR
DONNER

Le KKL-JNF lance un projet vital pour sécuriser le Parc HaYarden, au nord du Kinneret, en installant six abris mobiles anti-roquettes. Ce site de 100 hectares, joyau naturel et archéologique, attire chaque année 370 000 visiteurs - familles, groupes scolaires, Juifs, Arabes, Druzes et pèlerins chrétiens. Fermé depuis le conflit, il incarne pourtant un fort attachement populaire, avec 9 000 visiteurs encore à Pessah. Sa réouverture sécurisée est essentielle pour protéger les promeneurs, relancer le tourisme et soutenir l'économie locale. Grâce à votre soutien, le parc pourra redevenir un espace de nature, de mémoire et de rencontre, symbole de résilience pour le nord d'Israël. Ensemble, redonnons vie au Parc HaYarden.

UNE FORÊT POUR ILAN HALIMI À BE'ERI

L'arbre planté à Épinay-sur-Seine en mémoire d'Ilan Halimi (zal) a été abattu cœur de l'été par la haine. Mais ce geste lâche, dont les auteurs ont été placés en détention provisoire en attendant leur jugement, n'effacera jamais le souvenir de ce jeune homme, torturé et assassiné parce qu'il était juif.

Dans la tradition juive, lorsqu'un arbre est coupé, il doit être replanté. C'est un acte de réparation et d'espoir. Fidèle à cette symbolique, le KKL de France plantera une forêt en Israël, à Be'eri - l'un des kibboutzim martyrs du 7-October - au nom d'Ilan.

Ces arbres, enracinés dans une terre marquée elle aussi par les blessures et les incendies, porteront un message clair : la vie et la mémoire sont plus fortes que la haine.

Ilan Halimi restera un symbole qui transcende les générations. Une forêt, à Be'eri, dira d'une seule voix : aucune main ne pourra jamais déraciner sa mémoire.

> **PLANTEZ DES ARBRES POUR ILAN** ^(ZAL) : don.kkl.fr/halimi OU FLASHEZ LE QR CODE CI-CONTRE !





Policiers iraniens.

LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN SOUS TENSION : ENTRE PARANOÏA D'ÉTAT ET RÉPRESSION TOUS AZIMUTS

Ébranlé par des frappes dévastatrices et une crise intérieure profonde, le régime iranien multiplie les purges, réprime ses opposants et traque les voix dissidentes jusqu'au-delà de ses frontières.



Par Armand Shahbazi, journaliste

Depuis les frappes israéliennes de juin 2025, la République islamique d'Iran semble basculer dans un état de panique institutionnelle. Humilié par la précision chirurgicale des frappes israéliennes, le régime a vu s'écrouler le mythe de son invincibilité. Plus grave encore pour ses dirigeants, ces opérations ont révélé une infiltration massive de l'appareil d'État par les services israéliens, jusqu'au cœur même des institutions militaires et religieuses. Cette blessure profonde a précipité la République islamique dans une spirale répressive sans précédent. Tel un régime aux abois, il s'en prend aujourd'hui à sa propre population dans une tentative désespérée de dissimuler sa faiblesse. Pour les Iraniens, la véritable guerre est intérieure et ne fait que commencer, marquée par des arrestations massives, des exécutions arbitraires et une atmosphère étouffante de terreur.

Parmi les cibles privilégiées de la répression figure la communauté juive iranienne, déjà marginalisée depuis des décennies. Elle est désormais perçue comme une menace de l'intérieur, arrêtée sur la base de simples communications familiales avec l'étranger. Des rabbins ont été convoqués, des interrogatoires musclés menés, tandis que des vidéos de soutien au régime, filmées dans des synagogues, ont été diffusées à la télévision d'État. Une mise en scène de façade, alors que la peur règne dans chaque foyer juif.

Parallèlement, un crime contre l'humanité se déroule dans un



Jon Tyson-Unsplash

silence glaçant : la déportation massive de centaines de milliers d'Afghans, accusés sans la moindre preuve d'être des agents du Mossad. Ces expulsions brutales s'intensifient et ont déjà atteint le chiffre vertigineux de 230 000 personnes. En réalité, ces hommes, femmes et enfants sont livrés aux mains des talibans, dans un Afghanistan où beaucoup risquent l'exécution, la torture ou la disparition. Nombre d'entre eux vivaient en Iran depuis des années, parfois depuis leur naissance. Aujourd'hui, ils sont traités comme des ennemis invisibles par un régime paranoïaque, sacrifiés dans le cadre d'une opération de purge ethno-politique cynique et méthodique.

Mais cette politique de répression dépasse désormais les frontières. Le régime iranien a étendu sa traque jusqu'à la diaspora. L'un des exemples les plus éloquentes est celui de Vahid Beheshti, fondateur du Front iranien pour le rétablissement de l'État de droit, journaliste et opposant réfugié au Royaume-Uni. En signe de protestation, Beheshti a entamé une grève de la faim devant le ministère britannique des Affaires étrangères, appelant le gouvernement à désigner officiellement les Gardiens de la révolution (IRGC) comme une organisation terroriste. Il a également porté la voix du peuple iranien jusqu'à la Knesset en Israël, où il a été invité à s'exprimer en 2024. À cette occasion, il a réclamé un soutien militaire afin de mettre fin au régime iranien.

Le 29 juin 2025, un texte publié dans des médias proches des Gardiens de la révolution le qualifie de "facilitateur des assassinats du Mossad". Ce texte, signé par un religieux de haut rang, Hojjatolleslam Abdolrahim Beyranvand, affirme qu'il constitue une menace militaire légitime, autrement dit, une cible à abattre. Peu après, deux fatwas ont été émises par des figures centrales du clergé chiite : l'ayatollah Makarem Shirazi et l'ayatollah Noori Hamadani. Ces décisions religieuses ne laissent aucun doute : selon elles, toute personne menaçant l'autorité du Guide suprême ou collaborant avec ses ennemis doit être considérée comme un ennemi de Dieu.

Ce terme n'est pas symbolique. Dans la jurisprudence iranienne, il justifie la peine de mort immédiate, y compris à l'étranger. Ces fatwas ont une portée particulièrement inquiétante. Elles confèrent une légitimité théologique aux assassinats. Cette incitation crée un terreau fertile pour des actions violentes, notamment de la part d'acteurs isolés ou de cellules dormantes. Ce type de discours, émis par les plus hautes autorités religieuses, démontre que le vernis étatique cède le

pas à une idéologie de violence justifiée contre toute opposition.

En Iran même, cette logique mène à des dérives extrêmes. Accusés de "collaboration avec Israël", des Kurdes, des Bahaïs, des militants pacifistes ou des défenseurs des droits humains sont arrêtés, torturés, jugés sans avocat, puis pendus. Les exécutions sont expéditives. Douze hommes ont été exécutés pour "espionnage" depuis juin ; des centaines d'autres attendent dans le couloir de la mort.

La peur s'étend même aux étrangers : plusieurs touristes européens, dont un Allemand d'origine juive, Marek Kaufmann, ont été arrêtés et accusés de photographie de sites sensibles – un "espionnage" selon les critères absurdes du régime.

Ces arrestations montrent que la République islamique ne distingue plus entre menace réelle et opposition imaginaire. Elle frappe tous azimuts, étouffée par une paranoïa totale. Cette hystérie sécuritaire reflète la panique d'un pouvoir qui sent sa fin approcher.

Car au-delà de la répression, l'Iran s'effondre sur tous les plans. L'économie est exsangue, les coupures d'électricité se multiplient, les prix explosent, l'eau potable se fait rare, et la pollution atteint des niveaux alarmants. Le pouvoir d'achat s'est effondré.

La jeunesse iranienne, connectée et éduquée, rejette massivement ce régime qui ne lui offre que la peur, la censure et la pauvreté.

La guerre avec Israël a révélé l'ampleur du mensonge d'État. Non seulement le régime n'a pas su protéger son territoire, mais il a vu ses installations sensibles réduites en cendres sans riposte crédible. Les partisans du régime ont assisté à l'impuissance de leurs dirigeants. Pour masquer son humiliation, le régime s'en prend à sa propre population, espérant ainsi étouffer toute contestation. Mais en frappant aveuglément, il ne fait que précipiter sa chute. Même dans les cercles du pouvoir, on le reconnaît : la vraie menace vient de l'intérieur.

Les frappes israéliennes, d'une précision implacable, ont révélé l'infiltration du Mossad jusqu'au cœur des structures de l'État. Officiers, conseillers, agents du renseignement... personne n'est à l'abri du soupçon. La peur du complot interne gangrène désormais les partisans de Khameneï, ouvrant une guerre intestine, bien plus périlleuse que la dissidence populaire que le régime tente de réprimer.

Plus inquiétant encore, cette répression s'exporte. Plusieurs services européens ont signalé des opérations clandestines menées par des agents iraniens ou leurs relais : surveillance de synagogues, repérage de personnalités de la diaspora, recours à des groupes criminels pour harceler des opposants. L'Iran étend sa traque bien au-delà de ses frontières.

L'isolement croissant du régime, sa violence désespérée et sa déconnexion avec la société iranienne nourrissent une tension prête à exploser. Chaque arrestation, chaque pendaison, chaque perquisition alimente une colère sourde.

La République islamique d'Iran vit ses derniers instants, car désormais, tout semble converger vers une échéance inévitable. Le régime s'accroche à la terreur pour survivre, tandis que la société iranienne, usée mais lucide, se prépare pour l'affrontement final.

Dans ce face-à-face brutal, la peur a changé de camp. Et le moment de la confrontation ultime approche, entre un peuple qui n'a plus rien à perdre et un pouvoir en décomposition, rongé par la peur, la trahison et ses propres contradictions, sur le point de s'effondrer de l'intérieur. 🌱

L'IRAN RECONSTRUIT SON ARSENAL AVEC L'AIDE DE SES DERNIERS ALLIÉS

Avec la Guerre des Douze-Jours, les capacités militaires iraniennes ont été considérablement affaiblies. Téhéran refuse de renoncer à son programme nucléaire et prépare de nouveaux chocs contre Israël.



Par Antoine Colonna, rédacteur en chef de la revue *Spectacle du Monde*

Avec le renseignement extrêmement précis des services israéliens, les différentes vagues de frappes d'avril et d'octobre 2024 jusqu'à celles de juin 2025, les défenses antiaériennes de la République islamique ont subi des dégâts considérables, rendant le ciel iranien parfaitement libre. Lors de cette Guerre des Douze-Jours, l'état-major de l'armée iranienne a également été décapité, perdant une vingtaine de ses officiers supérieurs, dont Mohammad Bagheri, le chef d'état-major interarmées, et Hossein Salami, le commandant en chef des Gardiens de la révolution. S'ajoutent à eux, selon les bilans, entre 710 et 1 060 militaires tués et entre 2 000 et 3 000 blessés.

Cependant, si 30% de l'arsenal iranien ont été détruits par les frappes combinées israélo-américaines, l'Iran conserve des capacités offensives avec ses missiles balistiques et ses drones, qui constituent encore une menace sérieuse pour la sécurité d'Israël. En ce moment même, elle les renforce pour augmenter son potentiel de réponse, alors qu'une nouvelle attaque – Donald Trump n'en a pas fait mystère – peut intervenir du jour au lendemain. Le 20 juillet dernier, Eyal Zamir, le chef d'état-major de Tshal, soulignait que l'on entrerait dans un nouveau chapitre, succédant aux résultats opérationnels de la Guerre des Douze-Jours.

Malgré la qualité de ses ingénieurs militaires, la République islamique ne peut pas retrouver rapidement son potentiel défensif.

Elle a besoin de ses partenaires, dont les positions évoluent très vite en fonction de leurs intérêts et de leurs rapports avec Israël.

D'ANKARA À PYONGYANG, QUI SOUTIENT LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

Au cœur de la Guerre des Douze-Jours, l'Iran se prétendait seule sous les bombes israéliennes et américaines. Pourtant, un certain nombre de pays entretient des coopérations militaires plus ou moins poussées avec Téhéran, notamment la Chine et la Russie. D'autres, la Turquie et le Pakistan, inactifs pour l'instant, sont à surveiller de près.

Ainsi, en balayant la carte d'ouest en est, sur qui peut compter l'Iran ? Ankara est un rival régional de l'Iran. Elle remplace les Iraniens en Syrie. Pourtant, les deux voisins sont capables de s'entendre ponctuellement contre les Kurdes du PKK et, de plus en plus, sur le dossier palestinien. Il reste que les Turcs n'ont pas encore franchi ce pas, malgré les discours virulents du président Erdogan contre Jérusalem. Fin juillet, lors d'une rencontre avec Numan Kurtulmus, son homologue turc à Genève, le président de l'Assemblée nationale iranienne, Mohammad Baqer Qalibaf, a ainsi lancé un appel aux pays musulmans à s'unir contre Israël, soulignant en particulier la nécessité d'une alliance avec le voisin turc. Il a également remercié la Turquie pour son attitude durant la Guerre des Douze-Jours. Deuxième acteur, la Russie. À la suite de la guerre en Ukraine,



Immeuble à Ramat Gan (banlieue de Tel-Aviv), touché par un missile iranien.

Creative Commons - Wikipedia

Moscou a renforcé sa coopération militaire avec l'Iran, culminant avec un traité de partenariat stratégique, signé en janvier dernier. Il prévoit la livraison de matériels avancés à Téhéran, tels que les systèmes de défense antiaérienne S-400, des chasseurs Su-35, des hélicoptères et des chars. Une aide qui est bien sûr retardée. "L'opération militaire spéciale" reste prioritaire face à l'export. Moscou apporte aussi une aide notable dans le cyberspace. De son côté, l'Iran a aidé la Russie en Ukraine avec ses drones Shahed. Les Russes sont intéressés à contrecarrer les intérêts américains dans le Golfe. Cependant, Vladimir Poutine conserve une relation spéciale avec Benjamin Netanyahu et n'est pas favorable à ce que Téhéran rejoigne le club des puissances nucléaires. La politique arabe de la Russie, autrefois fondée sur le soutien aux partis socialistes arabes, s'est décalée vers les monarchies du Golfe, en particulier les Émirats.

Dans ce contexte de poudrière, il faut prendre en compte la position particulière du Pakistan, qui partage une importante frontière avec l'Iran. Il est le seul pays musulman possédant l'arme nucléaire. Son opinion publique est clairement anti-israélienne. Son armée et ses services secrets sont largement infiltrés par les islamistes radicaux. De plus, sa rivalité avec l'Inde a provoqué une mini-guerre aérienne entre les deux pays en mai dernier. Une raison supplémentaire pour le Pakistan d'être hostile à Israël, un partenaire privilégié de l'Inde. Durant la Guerre des Douze-Jours, les officiels pakistanais ont condamné unanimement "l'agression israélienne".

Mais qu'à cela ne tienne, Donald Trump sait lire une carte et a compris l'intérêt d'un rapprochement avec le Pakistan pour isoler l'Iran. Le président américain est intervenu pour un cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan, mais aussi auprès du FMI, alors que l'économie pakistanaise est sous perfusion. Premier effet de sa politique : les Pakistanais ont fermé leur frontière avec l'Iran durant cette guerre éclair. De fait, la relation avec l'Iran n'est pas sans nuages. Les deux pays se font concurrence en Afghanistan. Les Américains le savent, et ce n'est pas un hasard si Donald Trump recevait à déjeuner — chose exceptionnelle dans le protocole diplomatique — le chef d'état-major pakistanais, le général Asim Munir, le 18 juin, au cinquième jour de l'offensive sur l'Iran.

L'OMBRE CHINOISE

Acteur beaucoup plus sérieux : la Chine. Elle reste sans aucun doute le principal partenaire de la République islamique. En 2021, Pékin a signé un partenariat stratégique avec l'Iran pour vingt-cinq ans, pour un montant de 400 milliards de dollars. Le volet le plus important pour les Chinois est bien sûr de pouvoir se fournir en pétrole iranien. En échange, elle sauve l'économie iranienne sous sanctions et apporte une aide technologique et militaire.

La ligne politique de Pékin est cependant de ne pas devenir une puissance belligérante. Elle soutient donc l'Iran avec des transferts de technologies "duales", civiles et militaires, et s'en tient, a priori, à des systèmes défensifs. Elle devrait notamment livrer des chasseurs J-10C, les mêmes qui équipent le Pakistan, mais aussi — et cela est essentiel pour Téhéran — des radars et des équipements de guerre électronique qui ont été durement étrillés par les frappes israéliennes, lesquelles ont aveuglé la défense iranienne depuis 2024.

Dernier pays dont il faut tenir compte : la Corée du Nord. Pour Pyongyang, les ennemis des États-Unis sont des amis par nature. Depuis des années, le régime apporte une aide de type scientifique, en particulier balistique. L'après-Guerre des Douze-Jours indiquerait un soutien sur la protection des infrastructures stratégiques, un domaine dont les Coréens sont également experts.

Malgré les pertes subies, Téhéran refuse d'abandonner son programme nucléaire. Elle profite du calme apparent pour préparer les prochaines batailles. Sa stratégie repose sur deux clés : la dissimulation de ses infrastructures stratégiques, d'une part, et le renforcement de ses moyens asymétriques, d'autre part. Les Iraniens préparent la suite en renforçant les cellules terroristes dormantes, les différentes milices - en particulier les Houthis du Yémen - capables d'envoyer des missiles et des drones contre Israël. Un combat qui s'annonce terrible, alors que les Occidentaux — à l'exception de Trump — tournent de plus en plus le dos à l'État hébreu... 🌿

TÉMOIGNAGE

JOURNAL D'UN CIVIL ISRAËLIEN

Panneau indiquant le *miklat* (abri) le plus proche.

“Pendant douze jours, la guerre a rythmé nos vies : alertes, nuits écourtées, solidarité dans les abris... et l’émotion de voir naître ma fille, au cœur des missiles.”



Par Olivier Delasalle*

Vendredi 13 juin 2025

3h du matin. La sirène retentit dans le quartier. On se lève d'un coup. Je regarde mon téléphone : d'où vient l'alerte ? Du Yémen ? De Gaza ? D'Iran ? En fonction de la distance et du type de missile, la réponse n'est pas la même.

Fait étrange : pas de message habituel, rien, juste une alerte *“tremblement de terre”*. J'ai l'esprit embrouillé. Quoi, il y a des sirènes pour les tremblements de terre maintenant ? On prend les enfants et on va dans la cage d'escalier. La sirène s'arrête. Toujours aucune alerte. On attend un peu et on retourne dans l'appartement. Étrange. À ce moment-là, on reçoit un message sur nos téléphones : *“Événement grave en cours”*.

Ça doit être un missile balistique. Probablement le Yémen. On prend les affaires, on met les chaussures et on descend.

Dehors, c'est encore la nuit noire. Des gens arrivent de toutes les directions et convergent vers le *miklat* (abri). On descend, on s'assied. J'ai ma fille sur les genoux. J'essaie de comprendre ce qu'il se passe. Aucune information.

Il faut quelques minutes avant que je voie le premier tweet significatif : les frappes contre l'Iran ont commencé.

Au bout d'une demi-heure, on y voit un peu plus clair (pas beaucoup). La sirène était là pour réveiller tout le monde. Le pays est en état d'urgence. L'école est annulée, les

rassemblements aussi. On connaît ça par cœur depuis la Covid. Le Commandement du front intérieur demande à tout le monde de rester près des abris. Pas d'alerte pour le moment.

Chabbat 14 juin 2025

Vendredi soir. Chabbat commence tard, 19h25 à Be'er Sheva. Ma femme allume les bougies. Mon fils est déjà au lit, il s'est endormi tôt sur le canapé. Ma fille, elle, est toujours debout. Elle n'a pas fait la sieste, la nuit passée a été écourtée, mais elle tient encore. Elle allume également sa bougie, et puis on passe à table. On dit les prières, on mange. Je mets ma fille au lit.

À 20h, le téléphone se met à vibrer : le Commandement du front intérieur envoie un message. L'Iran va probablement répondre.

On va chercher les enfants, direction le *miklat*. On descend. On entend chanter. On entre, et je reconnais aussitôt la prière de *“Lekha Dodi”*. L'abri sert également de synagogue.

On reste dans la pièce qui sert au kiddouch. Pas de missiles sur notre quartier. Une fois l'alerte terminée, on remonte.

À 21h, rebelote. Nouvelle pré-alerte.

Cette fois, on reste plus longtemps dans l'abri : des missiles sont interceptés au-dessus de nous. Le bruit est beaucoup plus fort que

“C'EST PEUT-ÊTRE NOS GARS, MAIS S'ILS SONT DE SORTIE, C'EST POUR ALLER SUR UNE CIBLE, ET JE PRÉFÈRE NE PAS RESTER EN DESSOUS”

d'habitude. On est avec un groupe d'amis. L'aîné vient d'avoir un bébé, qui est le centre de toutes les attentions.

Les conversations partent dans tous les sens. Certains commentent l'actualité. D'autres discutent de traduction biblique, d'autres encore de poésie. Un vrai bazar.

Après une grosse demi-heure, on repart à la maison. La nuit est humide. On ne voit pas la lune ce soir. Les enfants traînent. Je trimballe les sacs de secours.

Je recouche les enfants. Ils mettent un peu de temps à se rendormir. 1h du matin. Le fichu bruit de la pré-alerte. J'ai du mal à me lever. Je me force, j'enfile mon pantalon et des chaussettes. Je vais chercher les enfants. Mon fils a encore plus de mal à se réveiller. Il part, les chaussures à la main.

On sort de l'immeuble, la sirène commence. Je dis aux enfants : *"Ne courez pas, prenez votre temps, tout va bien."* Ils nous agrippent encore plus fort. Je sens que l'une de mes mains commence à trembler. Devant le *miklat*, des gens scrutent le ciel. Je regarde : on voit des traînées de feu zébrer la nuit noire.

Quelqu'un me dit : *"Il ne faut pas s'inquiéter, c'est le système Arrow, c'est nos gars."*

La remarque me paraît surréaliste. Je lui réponds : *"C'est peut-être nos gars, mais s'ils sont de sortie, c'est pour aller sur une cible, et je préfère ne pas rester en dessous."*

Dimanche 15 juin 2025

Aujourd'hui, nous avons un rendez-vous très spécial, à l'hôpital : ma femme va donner naissance à notre troisième enfant.

La césarienne est prévue depuis des mois, la date fixée dès le premier rendez-vous. Ce sera le premier dimanche de la trente-huitième semaine, soit le 15 juin.

Cela fait plusieurs semaines que je sens la tension monter avec l'Iran, et la question qui occupait mon esprit était : *"L'attaque aura-t-elle lieu avant, ou après la naissance"* Raté : ça aura lieu pendant. À l'heure H, on vient me chercher. On me dit de faire le tour de la table d'opération et d'aller me placer derrière le champ opératoire, un grand morceau de tissu-papier bleu tendu à la verticale, juste en dessous des épaules de mon épouse.

L'opération commence. Elle dure quelques minutes, je perds un peu le sens du temps. J'essaie de faire la conversation pour détourner l'attention.

À un moment, le médecin dit à ma femme : *"Vous allez sentir une pression."*

Et quelques instants plus tard, on entend un cri. Notre petite fille vient de naître.

L'anesthésiste ouvre le champ, et on la voit, couverte de la substance blanche, jambes et bras déployés, comme une lionne en train de bondir. Je vais dans la salle adjacente, où l'infirmière commence à s'occuper de ma fille. Elle pèse le bébé, l'enveloppe dans une couverture et me la tend en disant simplement : *"Mazel tov !"*

Je la prends aussi délicatement que possible dans mes bras. J'ai

l'impression d'avoir tout oublié, et puis les gestes reviennent. Je regarde ma fille, je lui parle, je fredonne des chansons et des versets. Bienvenue !

Mardi 24 juin 2025

5h du matin. Le téléphone pousse son cri d'alarme. Ma femme se réveille d'un bond, comme dans les films, prête à partir. On descend. Mon fils est parti un peu devant, il tient la main de la voisine du rez-de-chaussée. Ils arrivent au *miklat* avant nous.

On va s'asseoir dans la synagogue. Je me retrouve assis sur un siège où la plaque porte mon nom hébraïque.

Je regarde les nouvelles sur mon téléphone : je vois les mots *"cessez-le-feu"*. Voilà autre chose. On va se coucher, une base américaine a été attaquée par l'Iran. On se réveille, la paix est conclue ?

On reste dans le *miklat* pendant une bonne demi-heure : aucune sirène. Les gens en ont marre, ils partent peu à peu. Tout d'un coup, alors qu'un bon tiers est déjà dehors, la sirène se met à hurler. Tout le monde revient à toute vitesse.

Dehors, une explosion, très forte. Le souffle fait tomber un panneau.

Je commence à recevoir des messages : *"Tout va bien ?"*, *"Donne des nouvelles."* Je sais aussitôt qu'un missile a de nouveau touché Be'er Sheva et que ça doit être grave. Après le missile de jeudi sur l'hôpital, qu'est-ce qui a été touché cette fois ? Je regarde sur X. La connexion est très mauvaise. Je finis par voir l'immeuble. Un immeuble en ruine. Soulagement que ce ne soit pas le nôtre, et que ça ne ressemble pas non plus à notre quartier.


Image de guerre banale ; image de guerre terrible. Un immeuble ciblé par un missile comme j'en ai vu des dizaines. Mais cette fois-ci, c'est dans ma ville. Mais cette fois-ci, ce sont peut-être des gens que je connais. Vertige.

Le cessez-le-feu est censé entrer en vigueur à sept heures. Rien n'est clair. Le message de Trump à ce sujet est très alambiqué. On reste dans le *miklat*. On attend que sept heures passent. Rien. Pas de nouvelle alerte. On repart.

Le cessez-le-feu est une notion abstraite dans la région. Peut-être que oui, peut-être que non. Il y a deux salves vers 19h15, mais les Iraniens disent qu'ils ont tiré avant sept heures, que ça met juste du temps à arriver. C'est probablement faux, mais sur celui-là, ils auront le bénéfice du doute.

Vers 20h, on sait que le cessez-le-feu tient : l'état d'urgence est terminé. Tout réouvre.

La guerre contre l'Iran aura duré douze jours.

La poussière va devoir retomber pour que l'on puisse dresser le bilan. En attendant, je vais me coucher : après douze jours à ne dormir qu'à moitié, je vais peut-être pouvoir me reposer un peu. 

*Écrivain franco-israélien, Olivier F. Delasalle habite dans le désert du Néguev, à Be'er Sheva. Il y tient un journal quotidien depuis le début de la guerre, qu'il publie chaque soir sur X : @ofdelasalle.

ENTRETIEN AVEC ...

EMMANUEL RAZAVI, CO-AUTEUR DE L'OUVRAGE LA PIEUVRE DE TÉHÉRAN

À travers son ouvrage, Emmanuel Razavi lève le voile sur cette guerre silencieuse. Nous l'avons rencontré pour en comprendre les mécanismes.



Emmanuel Razavi

Adama : Vous décrivez une stratégie d'influence iranienne qui s'exerce dans l'ombre depuis des décennies. Qu'est-ce qui, selon vous, a permis à cette infiltration de prospérer aussi longtemps sans éveiller de réaction forte de la part des autorités françaises ?

Emmanuel Razavi : Alors que les services de renseignement français ont été, et restent, particulièrement efficaces face à la menace iranienne, il existe une naïveté complice au sein d'une partie de notre diplomatie, alignée sur les discours fréristes et propalestiniens. Cela a créé une brèche. À cela s'ajoute une bienveillance idéologique provenant de milieux universitaires de la gauche radicale, ainsi que de certains journalistes d'extrême gauche.

Le livre met en lumière une alliance idéologique inattendue entre islamistes chiites et extrême gauche européenne. Qu'est-ce qui rend cette convergence possible malgré des visions du monde apparemment opposées ?

E.R. : Les islamistes chiites iraniens et l'extrême gauche européenne partagent une même adhésion à un schéma révolutionnaire. Les deux mouvements convergent dans un alignement contre-nature, au nom de "l'anti-impérialisme, de l'anticolonialisme et de l'antisémitisme". À cela s'ajoutent l'instrumentalisation de la cause palestinienne et une forte propension à l'antisémitisme, qui cimentent cette alliance mortifère. Comme en Iran, l'extrême gauche française est l'idiote utile de l'islamisme iranien et de groupes terroristes palestiniens tels que le Hamas et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

Votre enquête dévoile des liens entre des organisations soutenues par Téhéran et des partis politiques français. À quel point cette influence peut-elle menacer notre souveraineté démocratique ?

E.R. : Il existe aujourd'hui plusieurs députés LFI qui soutiennent des proxys de la République islamique d'Iran. Par exemple, Rima Hassan, Mathilde Panot ou encore Ersilia Soudais ont participé à des conférences aux côtés de Salah Hamouri, Franco-Palestinien condamné à une peine de prison ferme

pour avoir fomenté un attentat terroriste contre le grand rabbin d'Israël. Ces députés votent des lois. Cela signifie qu'au plus haut niveau de l'État, certains font le jeu des mollahs. Par ailleurs, de 2013 à 2018, des proches du régime iranien ont organisé des réunions dans les locaux du Parti communiste français. Nous racontons également comment un enseignant à l'École militaire a participé à une conférence hagiographique consacrée à deux chefs de la Force al-Qods des Gardiens de la révolution islamique. Les liens que nous décrivons dans notre livre – documentés par des photographies et des vidéos – démontrent à quel point l'ingérence iranienne a fonctionné en France, malgré les mises en garde répétées des services de renseignement.

Votre livre insiste sur le rôle central que joue la jeunesse dans cette guerre de l'influence. Pourquoi les jeunes Français – étudiants, influenceurs, activistes – sont-ils devenus des cibles idéales pour la propagande iranienne ?

E.R. : Autre volet crucial de cette offensive : les jeunes. Étudiants, influenceurs, activistes, tous sont des cibles idéales pour une propagande habile qui se dissimule derrière des causes. Le régime iranien maîtrise l'art de détourner certaines causes, comme la cause palestinienne ou les revendications anticolonialistes, pour en faire des véhicules efficaces de sa propagande antioccidentale. Pendant ce temps, en Iran, de jeunes militantes tombent sous les balles pour avoir osé réclamer les droits fondamentaux. Leur slogan "Femme, Vie, Liberté" entre en résonance tragique avec notre "Liberté, Égalité, Fraternité", tandis que leur appel reste sans réponse.

Au-delà de la guerre idéologique, vous décrivez aussi des menaces très concrètes. Comment l'Iran combine-t-il influence et action clandestine, jusqu'à viser directement la France ?

E.R. : Si le livre pointe la guerre des idées, il ne néglige pas l'aspect opérationnel. Des projets d'attentats pilotés par des agents liés à Téhéran ont

été déjoués en Europe, certains visant directement la France. L'État iranien, lorsqu'il ne parvient pas à convaincre, peut frapper. Les services de contre-espionnage français en sont pleinement conscients et multiplient les opérations de neutralisation. Mais leur efficacité reste fragile face à l'inaction politique.

Considérez-vous La Pieuvre de Téhéran comme une alerte nationale destinée à réveiller la société française face à cette offensive idéologique et sécuritaire ?

E.R. : Absolument. Ce que nous montrons dans ce livre dépasse la simple mise en garde journalistique : c'est un signal d'alarme adressé à toute une Nation. Nous révélons à quel point notre souveraineté est menacée, nos institutions fragilisées, nos valeurs attaquées. Ce travail, mené avec Jean-Marie Montali, ne relève pas seulement de l'investigation, il s'apparente à un acte de salubrité publique, au service de la France, de sa sécurité et de sa jeunesse.

À l'heure où des adolescents français peuvent, parfois sans s'en rendre compte, être happés par des récits propagandistes déguisés en causes progressistes, il est urgent de renforcer l'éducation à l'esprit critique, de réarmer la vigilance civique et de donner à nos institutions les moyens de résister à ces offensives insidieuses. Il ne s'agit pas seulement de neutraliser des menaces extérieures, mais bien de défendre ce que la France a de plus précieux : sa liberté de conscience, son pluralisme, sa capacité à accueillir sans se renier.

Face à des réseaux qui cherchent à miner de l'intérieur notre équilibre démocratique, le silence n'est plus une option. L'indifférence, elle, devient complicité. *La Pieuvre de Téhéran* n'est pas un simple essai : c'est une alerte nationale, et une invitation à agir. 🌱

LA PIEUVRE DE TÉHÉRAN : ENQUÊTE SUR LES TENTACULES IRANIENNES EN FRANCE

Et si un pouvoir étranger, sans déployer ses troupes ni lancer de missiles, parvenait à s'ancre dans notre quotidien, à influencer nos institutions, nos esprits, nos élus ? C'est ce que démontre *La Pieuvre de Téhéran*, une enquête journalistique incisive signée par deux grands reporters, Emmanuel Razavi et Jean-Marie Montali. Ce livre, fruit de trois années d'investigations rigoureuses, révèle comment la République islamique d'Iran, depuis plus de quarante ans, déploie une stratégie d'influence sophistiquée visant à pénétrer les sociétés occidentales, en particulier la France.

Depuis sa naissance en 1979, la République islamique a inscrit dans sa doctrine l'exportation d'un projet révolutionnaire islamiste. Non contente de vouloir asseoir son pouvoir au Moyen-Orient, le régime des mollahs ambitionne de modeler l'ordre mondial à son image. Cette ambition s'incarne notamment à travers le Corps des Gardiens de la révolution islamique et sa branche extérieure, la Force al-Qods, unité spécialisée dans les opérations clandestines à l'étranger. Mais ici, point de kalachnikovs brandies ni de slogans scandés : l'arme des mollahs est l'influence. Finement pensée, patiemment implantée, elle s'exerce par des voies multiples – culturelles, religieuses, universitaires, politiques. C'est une guerre de l'ombre, menée à bas bruit, qui cible nos failles démocratiques.



Les Éditions du Cerf, 240 pages.



Des Palestiniens viennent de recevoir l'aide humanitaire de l'ONG américano-israélienne Gaza Humanitarian Forum (GHF)

L'AIDE HUMANITAIRE, CHAMP DE BATAILLE DIPLOMATIQUE : ISRAËL FACE AU PIÈGE DES ACCUSATIONS SÉLECTIVES

L'aide humanitaire, censée constituer un espace de neutralité dans la guerre, est devenue un terrain de confrontation diplomatique. Le droit international humanitaire impose aux belligérants de faciliter l'acheminement de secours aux civils, mais reconnaît aussi la possibilité de contrôler, voire de restreindre ces flux en cas de risques avérés de détournement à des fins militaires. Or, dans le cas israélien, ce droit est systématiquement occulté, laissant place à une lecture sélective qui transforme les obligations juridiques en instrument d'accusation politique.



Par Maître Sarah Scialom

L'article 23 de la Quatrième Convention de Genève est clair : les États doivent autoriser le passage des envois de secours destinés aux civils, mais cette obligation n'est pas absolue. Elle est expressément conditionnée à l'assurance que ces secours ne seront pas détournés "au profit de l'ennemi", et que leur contrôle et leur distribution resteront conformes au droit humanitaire. En d'autres termes, le droit d'accès humanitaire n'est pas inconditionnel : il est assorti de garanties, de supervision et de proportionnalité. L'aide humanitaire est un outil

de paix et ne saurait être détournée pour devenir un outil de guerre. Ce principe est confirmé par la règle 55 du droit international humanitaire coutumier, telle que codifiée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : les parties à un conflit doivent autoriser et faciliter les secours humanitaires impartiaux et sans caractère politique, "sous réserve de leur droit de contrôle". Il s'agit d'une norme coutumière, applicable tant aux conflits internationaux qu'aux conflits non internationaux, reconnue comme contraignante y compris en dehors de la ratification formelle des Conventions.

Un État, partie prenante au conflit, ne se voit imposer l'obligation d'acheminer l'aide humanitaire que s'il a l'assurance que l'aide arrivera bien à ceux à qui elle est destinée.

Israël n'a donc en aucun cas l'obligation juridique d'ouvrir un accès inconditionnel, permanent et sans filtrage de l'aide humanitaire. Le droit international lui reconnaît expressément le pouvoir de vérifier, filtrer, retarder, voire refuser l'acheminement d'une aide en cas de risque crédible de contribution indirecte à l'effort militaire de l'ennemi. Ce pouvoir s'applique avec d'autant plus de force lorsque les structures civiles sont infiltrées par des groupes armés ou terroristes, comme c'est le cas dans la bande de Gaza.

C'est précisément cette clause que l'on refuse d'appliquer à Israël. Alors même que les preuves du détournement de l'aide humanitaire par le Hamas et d'autres groupes armés sont largement documentées, l'État hébreu est accusé d'organiser une famine délibérée, en violation du droit international.

Les détournements par le Hamas sont connus de longue date. Dès les années 2000, des rapports internationaux faisaient état d'une instrumentalisation systématique de l'aide : réquisitionnée, réaffectée à l'effort militaire ou revendue. Plus récemment, les Nations unies ont reconnu que près de 85 % de l'aide humanitaire entrant à Gaza était détournée. Autrement dit, la majorité de cette aide n'atteint pas les civils auxquels elle est destinée.

LE DÉTOURNEMENT DE L'AIDE, UN CRIME DE GUERRE !

Le détournement de l'aide humanitaire est, par ailleurs, un crime de guerre, car il empêche les civils d'avoir accès à des vivres nécessaires.

Ce constat, pourtant accablant, n'a pas conduit la communauté internationale à reconsidérer ses accusations. Bien au contraire : l'État qui tente de limiter ce détournement en contrôlant les cargaisons devient le principal accusé de la crise humanitaire. C'est un renversement de logique, où la protection des civils est invoquée pour nier le droit fondamental d'Israël à sa propre sécurité.

La politisation de l'aide se manifeste aussi dans l'usage des critères de famine. L'Integrated Food Security Phase Classification (IPC), outil reconnu au niveau international, a récemment modifié ses paramètres pour déclarer une situation de famine à Gaza. Cette décision, largement critiquée, rompt avec les pratiques habituelles de l'IPC. Surtout, elle révèle une approche sélective : ces critères n'ont pas été assouplis pour d'autres contextes de famine avérée, comme le Soudan, la Somalie ou le Yémen.

Il ne s'agit pas ici de nier la gravité de la crise humanitaire à Gaza, mais de constater que le droit est instrumentalisé. L'emploi du terme "famine", qui en droit international peut constituer un crime de guerre en vertu de l'article 8, paragraphe 2, du Statut de Rome, permet de transformer un conflit asymétrique en acte criminel imputable à Israël, sans prendre en compte les réalités logistiques ni les violations commises par l'ennemi.

Israël, en droit, pouvait suspendre totalement l'acheminement de l'aide, compte tenu des risques de détournement. Pourtant, loin

d'appliquer strictement l'article 23, il a maintenu l'entrée d'une assistance substantielle, tout en organisant son contrôle. C'est dans ce cadre qu'a été mis en place le Gaza Humanitarian Forum (GHF)

[Nom étranger en italique, sigle précisé], un mécanisme de coordination avec les agences onusiennes et humanitaires, visant à garantir la distribution de l'aide malgré les entraves du Hamas.

Ce dispositif reflète la volonté d'Israël de respecter ses obligations tout en limitant les abus. Mais ce compromis n'a pas empêché les

accusations de persister, preuve que le débat n'est plus juridique, mais politique.


La question centrale est celle de la cohérence. Pourquoi la communauté internationale choisit-elle d'accuser Israël, alors même qu'elle reconnaît officiellement le détournement de l'aide ? Pourquoi modifier les critères de famine pour Gaza, mais pas pour d'autres crises ? Pourquoi refuser à Israël le droit de contrôler l'aide, alors qu'il est prévu par les textes les plus fondamentaux du droit humanitaire ? Cette asymétrie révèle un usage politique du droit humanitaire, où Israël devient le laboratoire d'une diplomatie accusatoire. Loin de renforcer la protection des civils, cette stratégie fragilise la légitimité même du système normatif international, transformant les Conventions de Genève en instruments de délégitimation.

L'aide humanitaire devrait demeurer un espace de neutralité et de protection. Son instrumentalisation, à travers des accusations sélectives visant Israël, révèle un double détournement : celui des secours eux-mêmes, captés par le Hamas, et celui du droit humanitaire, vidé de sa neutralité au profit d'un usage diplomatique.

Israël n'est pas exempt de critiques et le débat sur la suffisance de l'aide est légitime. Mais lui dénier le droit de contrôle face à des détournements avérés, ou manipuler les critères de famine à des fins accusatoires, revient à saper les fondements mêmes du droit international humanitaire. Le véritable enjeu dépasse Israël : c'est l'intégrité du droit humanitaire qui vacille, menacée par sa politisation croissante.

ISRAËL PRIS DANS UN DOUBLE STANDARD

Dans un contexte où les conflits armés se jouent aussi sur le terrain de la perception, Israël se retrouve pris dans un double standard constant. Alors que ses adversaires bafouent ouvertement les principes élémentaires du droit humanitaire en militarisant les infrastructures civiles, en détournant l'aide, en empêchant les évacuations médicales, c'est Israël, pourtant signataire des Conventions de Genève et coopérant avec les agences onusiennes, qui se retrouve au banc des accusés.

Ce déséquilibre nuit gravement à la lisibilité du droit. En sanctionnant l'État qui applique les mécanismes de contrôle prévus par les textes, et en passant sous silence les violations répétées d'un acteur non étatique, on détourne l'essence même du droit humanitaire. Défendre l'application cohérente du droit, ce n'est pas défendre Israël par exception. C'est refuser que le droit devienne une arme à géométrie variable. C'est affirmer que l'éthique ne peut être dissociée de la rigueur juridique. 



“ÉCOCIDÉ”, LA NOUVELLE ACCUSATION CONTRE L’ÉTAT HÉBREU

Les forêts du nord d’Israël, incendiées par le Hezbollah, ne sont pas comptabilisées dans les études qui accusent Israël “d’écocide”... Étrange parti pris !

Les accusations “d’écocide”, d’aggravation du réchauffement climatique ou de *greenwashing* contre Israël se multiplient, notamment de la part de la presse environnement. Leur objectif : délégitimer les opérations militaires de Tshal dans l’enclave et, au-delà, la présence juive dans la région.

 Par Esther Amar, journaliste scientifique

Les accusations contre Israël de “génocide” ou “urbicide” (destruction du milieu urbain) font florès dans les médias, mais un nouveau “cide” prend de l’ampleur : celui “d’écocide” ou de “crime environnemental”. Des journaux en ligne tels que Reporterre, pilier de la presse écolo, s’en sont même fait une spécialité. Dans son édition du 10 janvier 2024, on peut lire : “*La guerre à Gaza aggrave le réchauffement climatique, les émissions de CO2 (31 millions de tonnes) sont supérieures aux émissions annuelles de 20 pays et territoires*”, sans préciser que l’étude (SSRN, 9 janvier 2024) inclut les émissions de carbone de la construction et de la destruction des tunnels du Hamas, qui comprennent “un réseau souterrain de près de 1 000 km, à plus de 50 m de profondeur, sous la nappe phréatique, ce qui constitue un crime environnemental”, selon l’ingénieur du Technion, Yehuda Kfir.

Le journal *The Guardian* a largement relayé cette étude tout en soulignant, par ailleurs, que le réarmement de l’OTAN va générer une augmentation de 200 millions de tonnes de CO2 par an, bien plus que la guerre à Gaza. En revanche, l’étude ne cite pas les destructions de maisons et de serres, la pollution des sols, le millier de voitures calcinées lors de l’attaque du 7-October, ni les hectares de forêts brûlées par le Hezbollah.

Autre hypocrisie flagrante : le journal gratuit *La Pastèque* (Tran-

sit Librairie), édité depuis novembre 2024 et distribué à Paris et en province, dénonce la “*nakba catastrophe écologique*” résultant de la déclaration d’Indépendance de 1948, oubliant que sur cette terre désolée infestée de malaria, les immigrants juifs ont lutté et beaucoup sont morts pour faire fleurir le désert. Extrait : “*La violence ciblant la terre et les écosystèmes est l’arme de la colonisation*”. La Pastèque aurait pu cibler le charbon d’Australie (où des manifestants se mobilisent contre “le génocide à Gaza”), qui empoisonne la planète (deuxième exportateur mondial) et où l’État du Queensland a approuvé l’ouverture de la plus grosse mine du pays, impliquant la destruction de 2 000 hectares de zones d’habitat naturel. Mais non.

La presse environnement a peu fait écho à la “loi de la dévastation” (Greenpeace, juillet 2025) au Brésil (pays du Sud global propalestinien), qui va accélérer la déforestation, entraînant la planète entière. Autre menace bien réelle : l’échec retentissant du traité sur les plastiques (Genève, août 2025), rejeté par les pays producteurs de pétrole.

DÉRIVE D’UNE ASSOCIATION

En contradiction avec ses missions, le 13 avril 2025, le bureau de l’AJE (Association des journalistes de l’environnement) a cosigné la tribune du SNJ (Syndicat national des journalistes) accusant “*Tshal*

d'avoir tué 200 journalistes à Gaza", alors que l'Observatoire de l'Unesco en compte une cinquantaine, dont les quatre-cinquièmes (ou plus) sont affiliés aux organisations terroristes ou à Al-Jazeera. L'armée israélienne l'a confirmé : "Tous les journalistes à Gaza sont des suppôts du Hamas". Raphaël Enthoven a posté sur X : "Il n'y a aucun journaliste à Gaza". Mais nulle mention du communiqué du CPJ (Comité pour la protection des journalistes), le 15 mai 2025, sur les passages à tabac de journalistes gazaouis dénonçant les violences du Hamas.

Lors d'un webinar de l'AJE (14 février 2025), l'ex-ministre Corinne Lepage avait souligné : "Lorsque la lutte pour le climat est mélangée à une autre cause (convergence des luttes), le climat est toujours perdant". Greta Thunberg illustre bien cette dérive. L'égérie du climat milite désormais main dans la main avec Rima Hassan et a exigé le boycott d'Israël à l'Eurovision. Selon elle : "la crise climatique serait d'abord due à des systèmes d'oppression coloniaux, racistes et patriarcaux". Depuis, elle porte un keffieh en toutes occasions, même lorsqu'elle milite contre les énergies fossiles.

Silence également de la presse sur l'étroite coordination de l'ONG Bayader avec les ministères de l'Intérieur, des Travaux publics, des Affaires sociales et de l'Agriculture du Hamas. Dans son rapport du 17 juillet 2025, le Congrès américain dénonçait : "Depuis 2016, Bayader a reçu près d'un million de dollars du gouvernement américain. Le 1er octobre 2023, Bayader a reçu une importante subvention de l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). En février 2023, Bayader avait pourtant accueilli Abdul Salam Haniyeh, fils d'Ismail Haniyeh, l'un des responsables du pogrom du 7-October."

HISTOIRE D'UNE IDÉOLOGIE

Lors du massacre du 7-October, le chercheur suédois Andreas Malm, icône de l'écologie radicale, source d'inspiration pour les jeunes activistes, les marxistes et les révolutionnaires, s'était enthousiasmé : "Comment ne pas crier de stupeur et de joie au vu de ces scènes de résistance où les Palestiniens franchissent la clôture et le mur ?". Comme l'explique Sylvaine Bulle dans la Revue K, "en liant sionisme et environnement, Andreas Malm a fait de la Palestine le laboratoire de la résistance climatique et a créé un antisionisme vert. Pour lui, Israël tout entier, comme lieu dont l'existence rend possible l'extraction de combustibles fossiles, serait responsable de la crise climatique pour toute la planète".

L'anthropologue Jean-François Bayart (*Alternatives économiques*, octobre 2023) préconise même d'utiliser le terme de "terrorisme écologique" à propos des actions d'Israël à Gaza. Depuis les années 1990, les militants écologistes se concentrent de plus en plus sur les conséquences des guerres. Israël est perçu comme "une puissance coloniale occidentale implantée au Moyen-Orient et comme un relais de l'impérialisme américain" par les écologistes altermondialistes. Des accusations de "greenwashing" sont régulièrement formulées contre le KKL, qui "colonise et s'approprie des terres en plantant des arbres empêchant des populations de s'installer" (*Philosophie Magazine*, printemps 2025), alors que la reforestation massive a permis la renaissance du peuple juif sur ses terres.

Les militants du mouvement de désobéissance civile *Extinction Re-*

bellion (XR) lient la justice climatique à la libération des terres occupées ("no climate justice on occupied land"). Depuis octobre 2023, leur activisme s'est dirigé contre les fabricants d'armes et les institutions financières accusées de soutenir "l'État d'apartheid". Allant jusqu'à comparer Gaza à Hiroshima, Greenpeace a adopté le narratif du Hamas : "nettoyage ethnique", "famine", "crimes de guerre", "génocide" ... aux côtés d'Oxfam, d'Amnesty International et de Médecins du Monde.

Et que dire de la fascination malsaine d'une Marine Tondelier, cheffe du parti "Les Ecologistes", qui a salué la libération du terroriste George Ibrahim Abdallah ? Rappelons enfin que, le 24 mai 2025, Jeanne Barseghian, Maire de Strasbourg (Les Ecologistes), a posé avec un keffieh aux côtés d'une délégation palestinienne en recevant en cadeau une carte du Proche-Orient aux couleurs de la Palestine où ne figure pas Israël. Sans état d'âme. 🌿

"L'ÉCOCIDE" EN IRAN "OUBLIÉ" PAR LA PRESSE

La presse évoque peu la dévastation de l'environnement par le CGRI (Corps des Gardiens de la révolution islamique) depuis plusieurs décennies : pollution de l'air, raréfaction des ressources en eau, désertification, déforestation, surexploitation incontrôlée, affaissement des sols...

Le site *Stop Ecocide* est très focalisé sur Gaza, mais n'évoque nullement les innombrables barrages, source de revenus pour le CGRI, qui suscitent un stress hydrique permanent. Les rejets industriels et d'eaux usées polluent les cours d'eau.

Les Kurdes accusent l'Iran d'avoir incendié des centaines d'hectares de forêts, mais silence de la presse sur la mise en examen de Dilgeş Ruvanas à la suite de son reportage sur l'abattage d'arbres dans la province kurde de Şîrnex.



Plage d'Iran, à Astara, mer Caspienne.

L'ÉCONOMIE ISRAËLIENNE À L'OMBRE DE LA GUERRE



Tel-Aviv et ses tours Azrieli, symbole du dynamisme économique et financier d'Israël.

Vingt-deux mois après le 7-October 2023, l'économie israélienne présente un visage paradoxal. D'un côté, les marchés financiers battent des records historiques, la Bourse de Tel-Aviv flambe et le shekel se renforce. De l'autre, le tissu social et géographique du pays a subi de nombreux accroc : des dizaines de milliers d'Israéliens ne peuvent ou ne veulent pas rentrer chez eux, les petites entreprises souffrent, et l'inflation entame fortement le pouvoir d'achat des classes moyennes. Cette guerre, la plus longue qu'ait connue Israël depuis sa création, a révélé autant la résilience structurelle de son économie que ses failles béantes.



Par Yaëlle Ifrah

Dès octobre 2023, l'ampleur du choc était visible : 300 000 réservistes mobilisés, soit près de 8% de la population active masculine, 250 000 civils évacués du sud et du nord du pays, des milliers d'entreprises contraintes de fermer temporairement. Selon la Banque d'Israël, le quatrième trimestre de 2023 a vu la consommation privée chuter de 27 %, les exportations de 18% et les importations de 42 %. Cette mobilisation sans précédent a créé une pénurie de main-d'œuvre dans une économie déjà en tension. L'interdiction d'entrée des travailleurs palestiniens, qui représentaient avant la guerre 20% de la main-d'œuvre dans la construction et 15 % dans l'agriculture, a aggravé la situation : chantiers à l'arrêt, récoltes pourrissant dans le Néguev occidental, recul du PIB de 1,4 % en 2023, une catastrophe pour un pays habitué à une croissance soutenue.

L'EXPLOSION DES DÉPENSES MILITAIRES

Le coût de cette guerre est pharaonique. Les estimations les plus récentes l'évaluent entre 200 et 250 milliards de shekels, environ 10 % du PIB annuel. Chaque jour de combat des six premiers mois a coûté

en moyenne 425 millions de shekels, plus de 100 millions d'euros. Le budget du ministère de la Défense a doublé, passant à 130 milliards de shekels pour 2025, près d'un quart du budget de l'État. Fin juillet, l'armée a exigé 42 milliards de shekels supplémentaires pour 2025-2026, une demande acceptée par le ministère des Finances malgré la contrainte budgétaire. Ces dépenses exceptionnelles ont porté le déficit à 6,8 % du PIB en 2024, et les nouvelles demandes du ministère de rouvrir le budget 2025 feront grimper, semble-t-il, le déficit 2025 à 5,2 %. Cela alors même qu'une réduction linéaire de 3,35 % sur l'ensemble des ministères promet de dégrader encore la qualité des services fournis aux citoyens — santé, prestations sociales, infrastructures — après que le gouvernement a déjà alourdi fortement la fiscalité privée, augmentant la TVA d'un point à 18 % et alourdissant les prélèvements obligatoires de santé et de Sécurité sociale. Cette dérive budgétaire inquiète les agences de notation. Moody's a dégradé la note souveraine israélienne en 2024, et le ratio dette publique/PIB, qui gravitait autour de 60 % avant la guerre, pourrait dépasser 80 % si le conflit se prolonge. La récente annonce de la prochaine opération de Tsahal dans la ville de Gaza a ravivé les spé-

culations quant à la possibilité d'un abaissement de la note de crédit sans mise en garde préalable.

Par ailleurs, on peut affirmer que cette guerre a montré à nouveau la nature duale de l'économie israélienne. D'un côté, des secteurs entiers se sont effondrés. Le tourisme, qui représentait avant la guerre 3 % du PIB, a vu ses recettes s'évaporer. Le port d'Eilat, porte d'entrée du commerce avec l'Asie via la mer Rouge, a vu son activité chuter de 90 % en raison des attaques des Houthis. Le bâtiment et l'agriculture, privés de main-d'œuvre palestinienne, traversent une crise profonde, même si des accords ont été passés avec l'Inde, la Tanzanie, la Chine et la Moldavie pour pallier les déficits d'ouvriers. Les restaurants et les petits commerces ont été impactés, et les grandes entreprises de l'alimentation ont profité sans vergogne de la guerre pour augmenter leurs prix, faisant flamber le taux de pauvreté.

À l'opposé, d'autres secteurs prospèrent. La high-tech israélienne, qui représente 18 % du PIB, a montré une résistance remarquable. Les levées de fonds ont atteint 9 milliards de dollars au premier semestre 2025, soit une hausse de 54 % par rapport à fin 2024, la meilleure période depuis 2021. Cette performance s'explique par la capacité du secteur à maintenir ses activités à distance et par l'attractivité persistante des technologies israéliennes, notamment dans la cybersécurité et l'intelligence artificielle.

L'industrie de la défense connaît un âge d'or. Les exportations d'armement battent des records, portées par les commandes massives de systèmes Arrow, de drones et d'équipements de guerre urbaine. Paradoxalement, la guerre a servi de vitrine technologique aux équipementiers israéliens, qui voient affluer les commandes du monde entier. Car tous les pays veulent acheter des armes qui ont fait leurs preuves sur le champ de bataille, et la défense anti-aérienne israélienne est unanimement jugée la meilleure du monde.

LE COÛT HUMAIN DE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

La société israélienne a pris des coups très durs. Au début de la guerre, près d'un quart de million d'Israéliens ont été évacués sur ordre du gouvernement. Ils sont peu à peu rentrés chez eux, mais pas en totalité : à l'été 2025, selon le journal Makor Rishon, 119 000 Israéliens sont toujours déplacés, qu'ils aient été évacués du Nord ou du Sud suite aux guerres contre le Hamas et le Hezbollah, ou que leur logement ait été endommagé par un missile iranien lors de la Guerre des Douze-Jours en juin. Ces déplacements massifs représentent un coût de plusieurs milliards de shekels et ont généré chômage et problèmes scolaires chez les enfants arrachés à leur environnement familial.

L'impact psychologique est tout aussi lourd. Selon une enquête du ministère de la Santé, 50 % de la population israélienne présente des signes de détresse psychologique, un taux qui affecte directement la productivité et les performances économiques. Les réservistes, mobilisés parfois pendant des mois, subissent une double peine : perte de revenus dans le secteur privé et stress post-traumatique qui affecte leur retour à la vie civile, surtout lorsque les appels sous le drapeau se multiplient sans fin.

Un phénomène moins couvert par la presse israélienne, mais qui est bel et bien présent, est celui de la fuite de capitaux et de talents. Des acteurs majeurs de la high-tech délocalisent discrètement une partie de leurs personnels à l'étranger, invoquant les risques sécuritaires

et l'instabilité politique. Cette émigration des élites économiques, bien que limitée, pourrait à terme éroder l'avantage concurrentiel israélien dans les secteurs de pointe. Les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur montrent que 87 000 Israéliens ont quitté le pays cette année, sans que l'on puisse savoir qui a l'intention de revenir.

DES PERSPECTIVES CONTRASTÉES

Les projections économiques pour 2025-2026 dépendent largement de l'évolution sécuritaire. Dans un scénario optimiste, où un accord d'otages serait signé avec un cessez-le-feu de longue durée, la croissance pourrait rebondir à 3 % dès 2026. Toutefois, ce scénario paraît aujourd'hui assez peu probable. Dans une configuration d'opération massive à Gaza City, la croissance plafonnerait autour de 2 % en 2025. Dans ce scénario pessimiste, l'économie israélienne pourrait connaître une récession technique. Les signes précurseurs existent : déficit budgétaire incontrôlé, inflation persistante, fuite des capitaux et délitement du consensus national autour des priorités sociales et économiques. Mais l'économie israélienne a toujours été imprévisible et impressionnante par sa capacité à se redresser très rapidement, témoin la crise du Covid. Si bien que même si l'on peut raisonnablement affirmer que 2025 ne sera pas une année de grande prospérité, 2026 pourrait surprendre. 🌱

QUELLE ÉCONOMIE POUR L'APRÈS-GUERRE ?

Au-delà des cycles conjoncturels, cette guerre pose une question fondamentale sur le modèle de développement israélien. L'allocation de plus de 20 % du budget national à la Défense est-elle soutenable à long terme ? Les secteurs civils subissent déjà les conséquences de cette priorité sécuritaire : l'éducation, la santé et les infrastructures manquent de financements. L'érosion du consensus, la sur-mobilisation des réservistes, l'incapacité — et l'absence de volonté — du gouvernement à mettre en place la conscription obligatoire des jeunes ultra-orthodoxes fragilisent la société et sa résilience.

Plus profondément, cette guerre révèle certaines limites du miracle économique israélien. La prospérité de la high-tech ne ruisselle pas vers l'ensemble de la société. Les inégalités, déjà parmi les plus élevées de l'OCDE, se creusent encore avec ce conflit qui frappe également les différentes couches sociales. Pendant que les marchés financiers battent des records, les classes populaires s'appauvrissent et les classes moyennes s'inquiètent pour leur avenir. Israël sortira de cette guerre, transformé économiquement : affirmé comme une puissance régionale majeure, plus résilient face aux chocs externes, mais plus inégalitaire et morcelé. La question n'est pas de savoir si le pays survivra économiquement à cette épreuve, mais quel type de société il construira demain. La réponse déterminera l'avenir d'une génération d'Israéliens qui grandit dans l'ombre de ce conflit apparemment interminable.



MODERN ZIONISM

The belief in a Jewish State in the land of Israel.



Conférence sur l'antisionisme avec StandWithUs à Jérusalem

DU RÊVE D'HERZL À L'ÉDUCATION DE DEMAIN : RETOUR SUR LE SÉMINAIRE MONDIAL DE L'ÉDUCATION

Du 15 au 22 juillet 2025, vingt-six enseignants, éducateurs et professionnels de tous horizons ont participé au séminaire annuel en Israël, organisé par les KKL de Jérusalem et de France... une semaine de découvertes, de rencontres et d'émotions qui donne à voir Israël comme un laboratoire éducatif vivant et profondément inspirant.

UNE PÉDAGOGIE INCARNÉE ET ANCRÉE

Dès les premières heures, le ton est donné par l'équipe du KKL, Daniel Benlolo, Philippe Lévy et Elsa Lumbroso, référente du KKL Jérusalem, sans oublier l'exceptionnelle guide Myriam Nadjar-Kadouch* d'introduire : *"Ici, l'éducation n'est pas hors-sol ! Elle s'incarne dans les lieux, les paysages et les récits."* De Tsiפורי, cité de Rabbi Yehouda Hanassi, à la forêt de Lavi où chaque participant plante dans le centre éducatif du KKL un pistachier térébinthe, *"symbole de d'enracinement et de longévité, restaurateur des sols"* précise le forestier, les premiers jours relient histoire, écologie et éthique de la transmission. À Nof Hagalil, la Maison de l'excellence du KKL - il en existe quatre en Israël - illustre un modèle d'inclusion et de promotion sociale inédit. *"Ici, la seule exigence, c'est la motivation des candidats"*, explique le responsable local. Le groupe découvre également le Kinneret Innovation Center, où l'éducation croise écologie, entrepreneuriat et innovation technologique. Nos enseignants en feront l'expérience joyeuse dans un exercice de brainstorming *"out the box"* !

ENTRE ÉMOTION, MÉMOIRE ET RÉSILIENCE

L'intensité du séminaire tient aussi à la force des rencontres et à la profondeur des lieux traversés. Grâce aux conférences du Rav Yehouda Bitty, les participants mesurent la complexité du système éducatif israélien. À Yad Vashem, l'émotion est palpable et la visite décuplée grâce au guide d'exception Chlomo Balsam et au débat sur les stratégies mémorielles de la Shoah animé par Christine Guimonnet, membre de la délégation française et spécialiste de ces questions auprès de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah. À Sderot, les témoignages d'enseignants confrontés à la guerre donnent à voir une résilience impressionnante. À Beersheva, les enfants de la célèbre association Negba, dirigée par le militant de toujours Eliav Geissmann, souvent issus de milieux défavorisés, incarnent l'espoir

porté par l'éducation. Enfants et profs iront même joué ou bouturé dans des espaces dédiés. Une rencontre inoubliable.

Moment charnière de la semaine : la visite du site du festival Nova, géré par le KKL, où le 7-October, des centaines de jeunes ont été massacrés. Le groupe se recueille devant les portraits des victimes, notamment celui de Dan Ariel. Sa mère, présente ce jour-là, confie : *"Je viens ici chaque mois. Je colle des stickers pour que Dan vive dans les rues du monde entier. Aidez-moi à perpétuer son souvenir..."* Ce moment grave et bouleversant ancre le voyage dans une actualité brûlante.



Les participants expérimentent les Ateliers ludiques avec les jeunes de l'association Negba.

DES BOÎTES PÉDAGOGIQUES POUR AGIR EN CLASSE

Cette immersion ne se contente pas d'émouvoir : elle outille. Une journée entière est consacrée à des ateliers pédagogiques "extrêmement bien pensés pour les éducateurs que nous sommes !", s'exclame Mickaël Bokhobza, co-fondateur du mouvement de Jeunesse Ehad. Les participants repartent avec des supports concrets pour aborder en classe Israël, le sionisme, l'écologie, ou encore le rôle de Tshal par le prisme de ses actions humanitaires et de coopération à travers la planète. La rencontre avec l'organisation StandWithUs permet aussi d'explorer des ressources pour contrer la désinformation et lutter contre l'antisémitisme. "Très utile en ce moment !", déclare Josée Vaisbrot, la sémillante directrice de l'École Juive Moderne (EJM), venue en force avec 6 de ses collègues.

UNE CLÔTURE TOURNÉE VERS L'AVENIR

La soirée de clôture au musée Menahem Begin donne une résonance politique et mémorielle forte à la semaine. Puis, au Centre Peres pour l'innovation à Tel-Aviv, les enseignants découvrent l'Israël de demain, entre réalité virtuelle, technologies de pointe et engagement citoyen. "Israël est une réalité grâce au KKL. Le rêve d'Herzl est devenu concret. À nous de le faire vivre !", affirme avec émotion Nathalie Cremisi-Zylberman, enseignante à l'Alliance Rachi et l'EJM, au discours très applaudi.

UNE COMMUNAUTÉ EN MOUVEMENT

Au fil des jours, au-delà de la richesse du contenu, une véritable alchimie humaine s'est formée. Rires, émotions, débats, projets : le groupe est devenu une communauté. "Je suis partie seule, mais je ne suis pas revenue seule et notre groupe WhatsApp en témoigne grâce à une formidable dynamique de réseau et d'échanges de pratiques!", confie Kareen Israel, dynamique représentante du Consistoire de Nice, à Philippe Lévy, le responsable Éducation-Jeunesse qui a accompagné ce groupe dans une parfaite écoute de ses besoins éducatifs.

Tous, en effet, repartent portés par une même conviction : transmettre autrement, éveiller les consciences, et bâtir des ponts



Une promo 2025 très motivée !




Les participants ont réalisé de nombreuses plantations.

entre la France et Israël. Une semaine fondatrice, exigeante, bouleversante et lumineuse qui a d'ores et déjà suscité pour la rentrée de nombreux projets de classe avec des enseignants revigorés et mieux conscients par les enjeux sionistes-écologiques en Israël.

ALLER PLUS LOIN

Le carnet de voyage détaillé de ce séminaire et l'album souvenirs sont disponibles sur nos réseaux sociaux.

APPEL À CANDIDATURES POUR LE SÉMINAIRE DE JUILLET 2026

Si vous êtes enseignant, éducateur en activité, ou que vous exercez une mission éducative à l'endroit du public jeune et que vous êtes intéressé à rejoindre ce séminaire l'été prochain, contactez Philippe Lévy : philippe@kkl.fr 

*Visiter son site : www.erezcanaan.com



Daniel Benlolo aux côtés de Berouria Ayache (Consistoire de Paris).



LE YAHAD TOUR 2025 : SUR LES ROUTES DE FRANCE, ISRAËL AU CŒUR !

Du 7 au 22 juillet 2025, un vent d'enthousiasme et de transmission a soufflé sur les routes de France. Au volant de cette énergie : le Yahad Tour, caravane pédagogique initiée par le KKL de France, via son responsable Jeunesse Philippe Lévy, et portée avec Loren Amouyal (Agence Juive) et Yaël David (OSM). Trois institutions majeures du sionisme contemporain, unies pour une même mission : faire vibrer la jeunesse juive autour de l'histoire, de la culture et de l'attachement à Israël.



En chiffres, le Yahad Tour, c'est plus de 4 200 kilomètres, plus de 3 000 enfants et adolescents rencontrés dans 25 colonies et camps scouts (EEIF) de la Communauté juive, et surtout, une équipe de six animateurs franco-israéliens, dynamiques et passionnés. En actes, c'est une aventure humaine unique, tissée de sourires, de savoirs partagés, de chants, de débats et d'émotions. "Ce n'est pas une simple animation, c'est une rencontre inoubliable avec Israël. Une rencontre vivante, joyeuse et qui fait sens en ces temps troublés par l'antisémitisme que subissent les jeunes en première ligne", témoignent de concert les trois protagonistes, réunis depuis le début par Daniel Benlolo, délégué général du KKL de France, dans un même objectif : "redonner de la fierté à nos jeunes et apporter des connaissances fiables".

UNE PÉDAGOGIE DE L'ENGAGEMENT

Loin d'un enseignement magistral, le Yahad Tour repose sur une approche ludique et interactive, inspirée de l'éducation populaire. Cartes géantes, jeux coopératifs, ateliers créatifs, débats thématiques sur le sionisme (dont une simulation d'un congrès digne des origines, 1897-1901), impros-forum sur le vivre-ensemble et la mémoire... "Chaque activité stimule la curiosité, favorise la ré-

flexion et renforce le sentiment d'appartenance", déclare Sasha, militante au KKL et co-animatrice.

"Si les plus jeunes découvrent l'histoire d'Israël par l'émotion, les 14-16 ans débattent, questionnent et s'interrogent sur leur rôle, en tant que jeunes

Français juifs dans cette histoire collective", renchérit Adaya, intervenante franco-israélienne.

Les ados expriment leur enthousiasme : "On a parlé d'Israël autrement. Pas comme à l'école, mais comme si on y était. J'ai compris que moi aussi je faisais partie de cette histoire", confie Sarah, 14 ans, émue après un atelier sur les fondateurs du sionisme.

L'UNITÉ COMME HORIZON

"L'un des grands mérites du Yahad Tour réside dans son esprit unitaire : au-delà des clivages de mouvements, de rites ou de générations, c'est une vision commune de l'éducation juive et sioniste qui se déploie", insiste Philippe Lévy. Partout, accueil et échanges furent sincères et chaleureux, avec des enfants attentifs et des animateurs engagés.

De Messiba à Chorachim, du DEJJ à l'Habonim Dror, de Moadon à Tikvatenou, en passant par les EEIF, le Bné Akiva, Yaniv, Rimolim ou Darkei Noam, la caravane a suscité la même effervescence : celle d'une jeunesse avide de sens, d'appartenance et de liens.

"Yahad, cela veut dire ensemble ! Et c'est vraiment ce qu'on a ressenti : un élan collectif, une volonté partagée de transmettre", souligne Noémie, animatrice.

Même les aléas – météo capricieuse, pneu

crevé – n'ont pas entamé la détermination de l'équipe. Bien au contraire : chaque étape fut un moment de grâce. "On est fatigués, oui. Mais on repart remplis de ce qu'on a donné, et encore plus de ce qu'on a reçu", résume Kayam, l'un des deux Israéliens venus rejoindre l'aventure.

UNE PROMESSE POUR L'AVENIR

Si cette première édition fut un succès, elle n'était qu'un prélude. Le Yahad Tour a prouvé qu'une action unitaire, portée avec professionnalisme et chaleur, pouvait réellement toucher cœurs et esprits. En s'adressant à une jeunesse dispersée géographiquement mais unie par une même mémoire et un même avenir, le KKL, l'Agence Juive et l'OSM ont réaffirmé leur rôle moteur dans la transmission de l'identité juive.

Le Yahad Tour reviendra. Plus fort. Plus ambitieux. Avec la conviction qu'éduquer, c'est semer – et que l'amour d'Israël, transmis avec sincérité, ne connaît pas de frontières.

Laissons le dernier mot à Daniel B., directeur de colo : "Ce tour, c'est un peu notre alya éducative : on ne monte pas seulement vers Israël, on élève aussi Israël dans le cœur des enfants." 🌳



LES DONS DE GISÈLE

Mme Gisèle NACACHE, qui n'avait pas d'enfant, avait prévu dans son testament que son patrimoine aille à sa nièce et au KKL pour Israël. Sa nièce a décidé de renoncer à une partie de son héritage pour en faire don au KKL.

Ainsi, notre institution a pu bénéficier du patrimoine de Gisèle dans sa volonté d'aider la population d'Israël à la reconstruction du pays d'après le 7-October. Un beau projet verra le jour dans quelques mois, qui permettra d'immortaliser sa mémoire en Terre d'Israël.



mas (Syrie), mère née à Salonique (Grèce). Cet état civil détonnait avec toutes les photos et les souvenirs que j'avais d'eux. Plus Français qu'eux? pas possible ! Lui : costumes deux-pièces, cravate, chapeau sur la tête, revers de pantalon, toujours élégant. Elle : jolies robes, collier de perles, toujours coquette. Son écriture également, parfaitement claire, avec les pleins et les déliés, sans doute un reste de l'éducation du Lycée Français de Damas. Quant à ma grand-mère, née "Goldstein" à Salonique, un mélange de rigueur héritée de l'institut Goethe et de fantaisie de son adolescence méditerranéenne au contact de Juifs stambouliotes et espagnols, chassés lors de l'inquisition.

Rappeler toutes ses origines, c'est convoquer la personnalité de Gisèle. Un mélange d'histoires familiales et d'histoires personnelles. Pendant

toute sa vie, elle travailla dur, très dur. Pendant ses quelques vacances, elle voyageait beaucoup, pour découvrir les autres, échanger et donner. À chaque étape, en Inde, au Liban, en Syrie, au Maroc, partout à travers le monde, elle donnait, certes de petits objets, des stylos à des enfants, des bracelets aux jeunes filles, mais elle donnait. C'était important de donner.

Il faut "être" plutôt que "paraître" : petit appartement dans les quartiers populaires de Paris, vêtements peu coûteux, restaurants et hôtels bon marché. Mais elle mettait de l'argent de côté, on ne sait pas de quoi de-

main sera fait (souvenirs de guerre). Sa volonté était que cet argent puisse bénéficier au Keren Kayemeth Leisrael. Choisir le KKL était évident : son père avait donné au KKL dès la naissance de l'État d'Israël. Pour cette femme d'exception, ce choix était lié à l'ensemble des actions menées par le KKL, mais surtout, plus récemment, après le pogrom du 7-October, à l'urgence de construire des abris antimissiles pour sauver des vies et aussi, toujours dans cette foi en l'avenir d'Israël, en finançant des plantations et des irrigations de forêts ainsi que l'achat de camions de pompiers pour contrer les incendies.

Gisèle, avait vraiment un don : vivre le présent intensément, mais penser aux futures générations, et ce, à travers le KKL. *"L'importance du don et de la bénédiction envers les autres ne peut être exagérée, car il y a toujours de la joie dans le fait de donner"* (Katharine Hepburn).

Pour Gisèle, avec tout mon amour. Son neveu, Franck. 🌿

Gisèle Nacache est née en 33. Chiffre porte-bonheur ? Pas vraiment, avoir dix ans et être juive pendant la guerre, quand on survit, ça donne une force pour le restant de ses jours. De surcroît, quand le magasin de son père est mis sous tutelle allemande, après avoir passé des hivers sur les routes enneigées et des étés caniculaires en faisant les marchés aux quatre coins de la France pour avoir son magasin, ça forge un caractère : vivre au présent, mais douter de l'avenir.

Au décès de ma tante, en janvier 2025, j'ouvre le livret de famille : père né à Da-

LE SAVIEZ-VOUS ?

Votre legs, donation ou assurance-vie sont essentiels pour réaliser les projets du KKL-JNF en faveur du Peuple et de la Terre d'Israël.

Pour toute question, contactez Lynda au :
01 42 86 88 88

Laissez votre empreinte en Eretz Israël !

*Léguer tout ou partie de votre patrimoine
au KKL, c'est participer à la préservation
et au développement de la Terre d'Israël.*

Grâce à vous,



*nos projets prennent vie !
Gravez votre mémoire en Terre d'Israël.*

*Pour un accompagnement en toute discrétion
et sans engagement, contactez Lynda*

01.42.86.88.88